Réponses aux questions du mouvement École ensemble

Réponse aux questions du mouvement École ensemble

A) Notre système d'éducation permet à des écoles financées par l'État, qu'elles soient publiques ou privées, de choisir elles-mêmes leurs élèves en fonction de leurs résultats et/ou de la capacité de payer de leurs parents.

1. Est-ce que votre parti est d'accord avec ce modèle, oui ou non ?

Le Parti marxiste-léniniste du Québec (PMLQ) n'est pas d'accord avec ce modèle. L'éducation, des centres de la petite enfance jusqu'aux cégeps et universités, se doit d'être gratuite. Il s'oppose définitivement au concept de capacité de payer. Ce concept porte atteinte à des milliers de jeunes dont ceux des peuples autochtones, des familles migrantes, et tant d'autres. Il est source de catégorisation et de division. L'inquiétude constante parmi les jeunes à cause des coûts et de la culture de la loi de la jungle et du chacun pour soi est une réalité qui les mine et qui les déshumanise. Tout cela est un obstacle à ce que le facteur humain soit au premier plan.

2. Si non, comment va-t-il y remédier et selon quel échéancier ?

Comment le problème se pose ? Un système d'éducation est financé pour éduquer et former la jeunesse en fonction des besoins de l'économie. Le problème que nous confrontons est que notre économie est aux mains d'une toute petite oligarchie financière avec la collaboration du gouvernement. La direction de l'économie et du système d'éducation est établie en fonction de leurs objectifs privés, servant en particulier les compagnies qui produisent et vendent tout ce qui se rapporte au marché de l'éducation. Des intérêts privés produisent et vendent l'infrastructure nécessaire, les immeubles, les ordinateurs, le mobilier, les manuels et les équipements de tous genres. Mais leurs tentacules s'étendent aussi jusqu'au genre de travailleurs qu'ils veulent produire pour leur marché du travail. Elles s'étendent au curriculum, aux programmes, aux demandes de recherche et, chose importante, à l'objectif du système d'éducation lui-même. C'est un grand sujet de préoccupations.

Le PMLQ est contre les mesures d'austérité et contre la privatisation de l'éducation à tous les niveaux et lutte pour des investissements massifs en éducation, pour le financement des services dont le peuple a besoin pour son bien-être dans tous les domaines, à la hauteur de ses besoins, dont ceux en éducation.

C'est le peuple qui devrait gérer son argent dans les coffres de l'État. Nous nous opposons à ce que l'argent du peuple soit utilisé et détourné dans des stratagèmes

pour payer les riches, pour la destruction sociale et naturelle au service d'intérêts privés étroits que ce soit en éducation, en santé, dans les programmes sociaux et autres secteurs de l'économie, y inclus où nos pensions sont investies.

Ceci est possible grâce à un système politique qui porte des partis au pouvoir, pas le peuple. Nous nous y opposons fermement et proposons le renouvellement du système politique de façon à ce que se soient les membres de la société qui puissent prendre les décisions sur les affaires qui les concernent, dont l'éducation de la jeunesse, et non pas des partis politiques sur lesquels ils n'exercent aucun contrôle.

Le PMLQ travaille au renouvellement du processus politique, pour le transformer en faveur de l'empouvoirement du peuple, au lieu d'appuyer un système qui réduit tout le monde à des électeurs qui ont la permission de voter tous les 4 ans ou à des « tiers » qui doivent se limiter à parler uniquement de ce que le gouvernement et son État leur permettent. C'est honteux, antidémocratique même s'ils prétendent que la démocratie est représentative.

C'est au peuple à définir le mandat du gouvernement, pas aux partis et aux intérêts privés qui ont leur droit de parole illimité et ne sont pas contraints au statut de « tiers ». Les élus de nos jours représentent qui ? Il n'y a même pas de mécanisme pour les rendre redevables ou pour que leurs partis rendent des comptes qui soient rationnels, au lieu de la répétition de discours écrits par des compagnies qui font leur marketing.

Il faut changer cette situation où c'est le gouvernement aux mains des intérêts des riches qui impose son diktat avec impunité, avec ses lois, ses bâillons et décrets après avoir déclaré qu'il a le mandat.

B) De nombreux acteurs de l'éducation réclament des états généraux de l'éducation pour relancer notre système d'éducation sur de nouvelles bases.

1. Votre parti s'engage-t-il à tenir des états généraux de l'éducation dès la formation du prochain gouvernement ?

Le PMLQ s'engage à ce que l'éducation fasse l'objet d'une vaste discussion publique où ceux qui y travaillent mettent de l'avant les solutions sur lesquelles ils échangent chaque jour pour moderniser le système d'éducation de façon à ce qu'il réponde aux besoins de la société.

La demande d'un système d'éducation sur de nouvelles bases est définitivement à l'ordre du jour. Aujourd'hui les programmes sociaux sont détruits, en éducation, en santé et ailleurs alors que la richesse sociale créée par les travailleurs est

détournée pour fournir de la main-d'oeuvre et des fonds d'investissements pour les intérêts privés.

Un grand atout dans ce contexte sont les enseignants, les travailleurs de l'éducation, les étudiants, les directeurs d'écoles et les parents qui trouvent des façons, avec grand courage et dévouement, de dire non aux coupures, à la privatisation et au diktat et non à l'imposition de conditions et d'objectifs inacceptables pour l'éducation. Le PMLQ les appuie. Nous appuyons toutes les luttes des professeurs, qu'ils soient au primaire, secondaire ou postsecondaire qui montrent ce qu'il faut faire, quels sont les besoins. Ils sont les mieux placés pour définir ce dont les jeunes ont besoin pour poursuivre leurs études dans les meilleures conditions afin de servir un Québec digne, souverain, moderne et antiguerre.

2. Quelle place aura l'école à trois vitesses dans ces états généraux ?

Aucune. Le Québec a un fier héritage de lutte pour que tous et toutes, peu importe leur situation sociale ou financière, aient accès aux services dont ils ont besoin pour participer pleinement dans la société. L'orientation de l'économie qui est de payer les riches toujours plus, est une attaque sans fin contre l'affirmation réelle du droit à l'éducation pour tous.

3. Vous engagez-vous à garantir une autonomie d'action et de recommandation à la personne qui présidera ces états généraux ?

Le PMLQ encourage et participe à toutes les discussions qui permettent au peuple et à ceux qui oeuvrent en éducation de parler en leur propre nom et de faire en sorte que leurs demandes soient au centre de la discussion publique. La présidence de tels états généraux devra être reconnue et approuvée par ces derniers et leur être imputable.